La participation des travailleurs, dans le cadre de la gestion socialiste en Algérie, constitue un moyen d'associer, dans la conduite des affaires d'une entreprise déterminée et par le biais de leurs assemblées élues, les travailleurs de cette entreprise aux gestionnaires désignés par l'Etat. Ceux-ci sont eux-mêmes des travailleurs rémunérés de la même entreprise et ne représentent pas une catégorie antagoniste par rapport aux autres travailleurs. En définitive, la gestion socialiste de l'entreprise se caractérise comme le creuset où se fondent toutes les énergies humaines de l'entreprise et s'affirme comme un facteur de cohésion entre tous les travailleurs engagés solidairement dans la même tâche d'édification du socialisme. Par contre, dans une société capitaliste, la participation, même poussée jusqu'au degré de la cogestion paritaire, n'a pas d'autre signification que celle d'un nouvel équilibre entre des forces qui demeurent antagonistes : les travailleurs d'une part et les possesseurs privés du capital, d'autre part.

Sans doute, la gestion socialiste n'est-elle pas encore appliquée intégralement et qu'il est nécessaire que son application soit étendue dans les meilleurs délais à l'ensemble des entreprises à caractère économique, social et culturel du pays comme le stipule la Charte sur la gestion socialiste des entreprises.

Sans doute aussi, la mise en œuvre de la gestion socialiste de l'entreprise donne-t-elle encore lieu sur le terrain à des difficultés qui accompagnent le plus souvent des insuffisances dans l'organisation des entreprises et dans la maturité des cadres gestionnaires ou des responsables syndicalistes.

Ces difficultés seront surmontées aisément par un travail politique d'éducation et de clarification qui doit être mené auprès de l'ensemble des travailleurs à tous les niveaux.

Le rôle de l'organisation syndicale est primordial dans la conduite de ce travail politique qui doit être initié, orienté et dirigé sous l'égide du Parti. D'une manière plus générale, l'amélioration des règles de gestion et du bon fonctionnement de la démocratie au sein des entreprises ne manquera pas de contribuer à la pleine réussite de la gestion socialiste des entreprises.

Mais, par-delà ces difficultés qui demeurent négligeables si on les met en parallèle avec les succès enregistrés dans la plupart des entreprises socialistes parmi lesquelles figurent les plus importantes, la gestion socialiste de l'entreprise s'affirme déjà comme une option juste et comme étant bien une solution d'avenir.

Regroupant l'avant-garde militante parmi toutes les catégories de travailleurs et au sein de l'ensemble des secteurs qui composent l'activité du pays, le Parti doit jouer un rôle essentiel pour établir l'harmonie nécessaire entre les représentants des travailleurs de l'entreprise ou de l'unité et ceux de leurs collègues qui ont pour mission de représenter l'Etat socialiste en qui s'incarnent les intérêts et le pouvoir de toute la collectivité des travailleurs de la nation.

3 — Le phénomène bureaucratique a pour antidote le plus actif l'intervention de la base et son meilleur remède réside dans l'aptitude de l'appareil de l'Etat et des structures de gestion à réaliser leur propre amélioration.

Comme dans toute action qui repose sur des structures organisées et qui fait intervenir des centres de décision relevant de hiérarchies centralisées, l'édification du socialisme et de l'économie comporte le risque permanent d'engendrer le phénomène bureaucratique.

La bureaucratie représente une dégénérescence de la fonction administrative et du système de gestion. De ce fait, elle dénature l'organisation qu'elle dévie ainsi de sa raison d'être. Elle provoque la sclérose ou la paralysie et peut conduire aux déviations qui éloignent des objectifs de la Révolution et altèrent le sens et l'esprit du socialisme.

L'administration et la gestion constituent donc une fonction vitale dans la vie de toute organisation. Cette fonction englobe à la fois les structures sur lesquelles repose cette organisation ainsi que leur mode de fonctionnement. L'administration et la gestion ne sont pas des fins en soi ; elles ne sont que des moyens mis en œuvre en vue de parvenir à l'objectif

que se propose d'atteindre l'action. Dans les activités économiques, la gestion se situe en aval et en amont de la production. Elle assure la logistique de l'action de production proprement dite, dont elle organise également le processus technique.

Sur un plan plus général, l'administration règle les relations qui existent entre tous les secteurs de l'activité nationale. A ce titre, son comportement et son déroulement ont des répercussions directes sur la vie du pays. La fonction administrative apparaît ainsi comme étant primordiale dans l'économie. Pour une entreprise socialiste, la manière dont sont assumées les tâches administratives devient à la fois la condition et la marque de la réussite. Il convient, par conséquent, que les entreprises socialistes travaillent pour améliorer sans cesse leurs méthodes administratives et qu'elles y affectent un personnel dont les qualifications doivent être perfectionnées d'une façon constante. Il importe d'observer que les résultats auxquels sont parvenus les pays avancés et ceux qui ont réussi leur développement sont dus, dans une large proportion, à l'efficacité avec laquelle sont administrées leurs affaires et à l'efficacité de leurs méthodes d'organisation.

Cependant, quand les structures administratives font de leur propre existence la finalité de leur action, le phénomène de la bureaucratie se substitue à une véritable gestion et devient, pour la production et la marche des affaires, une source de sclérose et d'étouffement. Ce phénomène atteint son paroxysme lorsqu'il imprègne le comportement des responsables et de tous ceux qui détiennent l'autorité. Les décisions sont alors prises sans aucune considération pour les nécessités de la production et du travail au niveau des réalités ; souvent même, elles se trouvent en contradiction avec l'intérêt de l'entreprise. Une telle situation peut naître également d'une conception erronée de l'administration, laquelle en prétendant mieux gérer, aboutit à vouloir tout régenter et engendre en définitive un système rigide qui étouffe l'initiative et détruit l'esprit créateur.

La bureaucratie ne constitue pas un phénomène spécifiquement interne à l'entreprise et aux organismes économiques.

L'appareil de l'Etat, à tous les échelons, est également sujet au mal bureaucratique et peut être la source d'entraves particulièrement contraignantes pour le bon fonctionnement des entreprises et de l'activité économique. La bureaucratie, dans l'appareil de l'Etat se caractérise surtout par la multiplication des procédures et des réglementations qui, en plus du fait qu'elles sont parfois superflues et n'apportent aucune solution aux problèmes qu'elles sont censées régler, finissent souvent par se contredire entre elles et par former un enchevêtrement complexe qui désoriente les opérateurs économiques et déroute les simples citoyens. Bien plus, elles peuvent susciter des problèmes nouveaux encore plus préjudiciables que ceux qu'elles entendent prévenir ou résoudre. Certes, les exigences de l'organisation et du contrôle impliquent l'existence de procédures appropriées. Mais il s'agit de distinguer les réglementations dépassées et entretenues par la routine, des procédures indispensables au bon fonctionnement de l'organisation et à l'accomplissement du contrôle socialiste. La lutte contre la multiplication des procédures inutiles fait partie de la bataille du développement, car elle permet d'économiser un temps précieux dans l'édification de la nation en même temps qu'elle introduit une dimension importante à la Révolution culturelle dans le sens de la constitution d'une administration vouée au service du peuple.

Pour prévenir l'ensemble des inconvénients de la bureaucratie, l'intervention de la base devient salutaire. Les assemblées populaires et les assemblées de travailleurs, au sein des entreprises, des unités autogérées et des coopératives, constituent à la fois un signal d'alarme pour attirer l'attention des responsables et un centre de réflexion et d'action pour déclencher les mécanismes correcteurs.

Les assemblées populaires et les assemblées de travailleurs s'affirment, de la sorte, comme un moyen démocratique de réagir contre le phénomène bureaucratique ; mais il appartient aux instances responsables, à tous les niveaux, de rechercher et de mettre en œuvre les solutions adéquates pour maintenir ou ramener les structures administratives à leur rôle de soutien à la production et à la bonne marche des affaires du pays. Le meilleur remède contre la bureaucratie tient, en définitive, à